

Certificats d'études spéciales et attestations d'études de médecine et de pharmacie ;
 Certificat d'études supérieures de pathologie médicale ;
 Certificats d'études supérieures de pharmacie ;
 Certificats d'études supérieures de chirurgie dentaire ;
 Diplôme d'études et de recherches de biologie humaine ;
 Doctorat de troisième cycle de sciences odontologiques ;
 Doctorat d'Etat en pharmacie ;
 Doctorat d'Etat en biologie humaine.

Art. 2. — Les diplômes propres aux universités et autres établissements publics d'enseignement supérieur ainsi que les diplômes délivrés par les établissements privés d'enseignement supérieur ne peuvent porter la même dénomination que les grades ou titres énumérés ci-dessus.

Art. 3. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 4. — Le ministre de l'éducation nationale et le ministre de la santé publique sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 février 1973.

PIERRE MESSMER.

Par le Premier ministre :
 Le ministre de l'éducation nationale,
 JOSEPH FONTANET.

Le ministre de la santé publique,
 JEAN FOYER.

Diplôme d'études universitaires générales.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur, ensemble la loi n° 71-557 du 12 juillet 1971 aménageant certaines de ses dispositions notamment son titre IV ;

Vu le décret n° 70-923 du 6 octobre 1970 relatif aux centres universitaires ;

Vu le décret n° 60-844 du 6 août 1960 modifié relatif au régime des études et des examens en vue de la licence ès sciences économiques et les arrêtés d'application ;

Vu le décret n° 61-1154 du 18 octobre 1961 modifié relatif à la licence ès sciences économiques ;

Vu le décret n° 62-768 du 10 juillet 1962 modifié relatif au régime des études et des examens de la licence en droit et de la première année de la licence ès sciences économiques et ses arrêtés d'application ;

Vu le décret n° 66-411 du 22 juin 1966 modifié relatif à l'organisation des deux premiers cycles d'enseignement dans les facultés des sciences et ses arrêtés d'application ;

Vu le décret n° 66-412 du 22 juin 1966 modifié relatif à l'organisation des deux premiers cycles d'enseignement dans les facultés des lettres et sciences humaines et ses arrêtés d'application ;

Vu le décret n° 71-832 du 8 octobre 1971 relatif aux titres et diplômes délivrés à titre transitoire par les universités ;

Vu le décret n° 72-838 du 12 septembre 1972 relatif aux titres et diplômes délivrés à titre transitoire par les universités ;

Vu le décret n° 73-226 du 27 février 1973 relatif aux diplômes nationaux de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 26 juillet 1971 portant création d'un premier cycle d'enseignement mathématiques et sciences humaines dans les universités ;

Vu l'avis du conseil national de l'enseignement supérieur et de recherche,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Le diplôme d'études universitaires générales sanctionne un premier cycle pluridisciplinaire de formation générale et d'orientation.

Les enseignements visent à développer chez les étudiants les aptitudes et les connaissances permettant : l'expression et la réalisation ; la compréhension du monde contemporain ; l'étude et l'utilisation des concepts et des méthodes scientifiques.

Le diplôme est délivré aux étudiants dont les aptitudes et les connaissances en ces domaines ont été vérifiées.

Les enseignements sont organisés de manière à permettre aux étudiants qui poursuivent leurs études d'être admis soit à un second cycle d'études supérieures, soit à une autre formation universitaire ; aux étudiants qui ne les poursuivent pas de pouvoir entrer directement dans la vie active.

L'intitulé du diplôme précise l'orientation dominante de cette formation.

Art. 2. — Sous réserve de l'application de l'alinéa 4 de l'article 5 de la loi du 12 novembre 1968 susvisée, le diplôme d'études universitaires générales est délivré par les universités habilitées à cet effet par le ministre de l'éducation nationale, après avis du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche. La décision d'habilitation peut limiter la durée pour laquelle elle est accordée. Il est mis fin à l'habilitation dans les mêmes formes.

Art. 3. — Sont admis à s'inscrire en vue du diplôme d'études universitaires générales les candidats justifiant soit du baccalauréat de l'enseignement du second degré, soit d'une attestation de succès à un examen spécial d'entrée dans les universités défini par la réglementation nationale, soit d'un titre français ou étranger admis, conformément à la réglementation nationale, en dispense ou en équivalence du baccalauréat.

Les universités peuvent se faire communiquer le dossier scolaire des étudiants, notamment en vue de permettre l'application de l'article 21 de la loi susvisée du 12 novembre 1968.

Elles organisent au bénéfice des étudiants nouvellement inscrits, quand elles estiment utile de vérifier leurs aptitudes aux études qu'ils entreprennent, un stage à l'issue duquel ils confirment ou modifient leur inscription.

Art. 4. — L'ensemble des enseignements conduisant au diplôme d'études universitaires générales est réparti sur deux années universitaires.

Sur proposition du ou des conseils de l'unité ou des unités d'enseignement et de recherche assurant les enseignements, le conseil de l'université arrête cette répartition. Toutefois, pour certaines disciplines, les arrêtés particuliers prévus à l'article 7 du présent arrêté pourront fixer cette répartition.

Art. 5. — Les candidats au diplôme d'études universitaires générales ne peuvent prendre que trois inscriptions annuelles, deux en première année et une en deuxième année ou une en première et deux en deuxième année.

Exceptionnellement, une inscription supplémentaire peut être autorisée par le président de l'université où le candidat a pris sa précédente inscription.

En outre, le conseil de l'université peut fixer un régime spécial au bénéfice des étudiants déjà engagés dans la vie professionnelle.

Art. 6. — La durée horaire de l'ensemble des enseignements de la première année d'études conduisant au diplôme d'études universitaires générales ne peut être inférieure à 40 p. 100 ni supérieure à 60 p. 100 de la durée horaire totale des études.

Les universités sont tenues de définir les conditions auxquelles un étudiant est réputé avoir terminé avec ou sans succès sa première année d'études, notamment en vue de permettre l'application de l'article 21 de la loi du 12 novembre 1968 susvisée.

Art. 7. — Les enseignements conduisant au diplôme d'études universitaires générales comportent des matières obligatoires et des matières à option.

Des arrêtés particuliers du ministre de l'éducation nationale définissent les matières obligatoires et les conditions dans lesquelles pourront être choisies les matières à option.

Les universités peuvent conclure entre elles ou avec d'autres établissements des conventions de coopération pour assurer aux étudiants des choix plus étendus.

Art. 8. — Par décision du président de l'université, sur proposition du ou des directeurs de l'unité ou des unités d'enseignement et de recherche assurant les enseignements, des aménagements peuvent être apportés au régime des études au bénéfice, soit de l'étudiant faisant l'objet d'un transfert d'un établissement à un autre, soit de l'étudiant qui change d'orientation en cours ou à l'issue de la première année d'études.

Art. 9. — L'organisation des enseignements est confiée par le président de l'université, sur proposition du ou des directeurs de l'unité ou des unités d'enseignement et de recherche assurant les enseignements, à un ou plusieurs responsables choisis parmi les professeurs, maîtres de conférences ou personnels assimilés.

La répartition des tâches d'enseignement, de conseil et d'orientation est effectuée conformément aux dispositions de l'article 33 de la loi du 12 novembre 1968 susvisée.

Art. 10. — L'appréciation des résultats du contrôle des connaissances et des aptitudes donne lieu à deux sessions par an, selon des modalités définies par le conseil de l'université.

Sous réserve de l'application éventuelle des dispositions de l'alinéa 4 de l'article 20 de la loi du 12 novembre 1968 susvisée, cette appréciation s'effectue au cours ou à la fin de chacune des années d'études, par des examens périodiques ou terminaux et par un contrôle régulier et continu des connaissances. Sous réserve des dispositions qui pourront être prévues par les arrêtés particuliers définis à l'article 7 ci-dessus, les résultats de chacun de ces deux procédés de contrôle ne peuvent être pris en compte pour moins de 20 p. 100 dans l'appréciation globale.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, le conseil de l'université prévoit à l'intention des étudiants déjà engagés dans la vie professionnelle un contrôle des aptitudes et des connaissances fondées sur les seuls examens périodiques ou terminaux.

Le règlement concernant la vérification des aptitudes et des connaissances ne peut, à l'intérieur du groupe des enseignements constituant respectivement les matières obligatoires et les matières laissées au choix de l'étudiant ou de l'université, autoriser le cumul entre un système de notes indépendantes et un système de notes entre lesquelles des compensations peuvent être établies.

Art. 11. — Le président de l'université, sur proposition du directeur ou des directeurs de l'unité ou des unités d'enseignement et de recherche assurant les enseignements, désigne les jurys des examens. Il choisit le président du jury parmi les professeurs ou maîtres de conférences ou personnels assimilés.

Art. 12. — Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur à compter de l'année universitaire 1973-1974 pour la première année des études conduisant au diplôme.

Les résultats obtenus dans les études suivies en vue du diplôme d'études juridiques générales, du diplôme d'études économiques générales, du diplôme universitaire d'études littéraires et du diplôme universitaire d'études scientifiques seront pris en compte, en vue de la délivrance du diplôme d'études universitaires générales, dans les conditions définies par le conseil de l'université.

Art. 13. — Le présent arrêté est applicable aux centres universitaires sous réserve de l'application des dispositions des articles 2, 3 et 4 du décret du 6 octobre 1970 susvisé.

Art. 14. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 15. — Le directeur chargé des universités et des établissements d'enseignement supérieur et de recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 février 1973.

JOSEPH FONTANET.

MENTION DROIT

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur, ensemble la loi n° 71-557 du 12 juillet 1971 aménageant certaines de ses dispositions, notamment son titre IV;

Vu le décret n° 70-923 du 6 octobre 1970 relatif aux centres universitaires;

Vu le décret n° 62-768 du 10 juillet 1962 modifié relatif au régime des études et des examens de la licence en droit et de la première année de la licence ès sciences économiques et ses arrêtés d'application;

Vu l'arrêté du 27 février 1973 portant création du diplôme d'études universitaires générales;

Vu l'avis du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Le diplôme d'études universitaires générales, lorsqu'il sanctionne une formation pluridisciplinaire à dominante juridique, prend la dénomination de Diplôme d'études universitaires générales, mention Droit.

Art. 2. — La durée totale des enseignements ne doit pas être inférieure à 900 heures.

Les activités telles que travaux dirigés et pratiques, séminaires, entraînement au travail de groupe, enquêtes, initiation à l'expression écrite et orale, stages, doivent occuper au moins un cinquième de la durée horaire totale.

Art. 3. — Au moins 45 p. 100 de la durée totale minimum doivent porter sur l'ensemble des matières figurant au paragraphe 1 de l'annexe I du présent arrêté.

Au moins 20 p. 100 de la même durée doivent porter sur certaines des matières figurant au paragraphe 2 de l'annexe I du présent arrêté.

Au moins 5 p. 100 de cette même durée doivent porter sur l'enseignement des langues vivantes.

En outre, 5 p. 100 au moins de la durée horaire totale doivent être consacrés à une initiation aux pratiques professionnelles, telles que définies à l'annexe II du présent arrêté. La moitié au moins des enseignements dispensés à ce titre doit l'être par des praticiens.

Art. 4. — Sur proposition du ou des conseils de l'unité ou des unités d'enseignement et de recherche assurant les enseignements, le conseil de l'université définit les enseignements qui, outre les minima ci-dessus fixés, doivent être suivis par les étudiants.

Toutefois, le choix des étudiants doit pouvoir se porter, dans des conditions fixées par le règlement de l'université et à concurrence de 15 p. 100 au moins de la durée totale des enseignements, sur d'autres disciplines enseignées dans l'université ou dans d'autres établissements liés par convention avec celle-ci.

Art. 5. — Les enseignements de première année doivent porter pour 45 p. 100 au moins de leur durée sur des matières figurant à l'annexe I du présent arrêté.

Art. 6. — La vérification des connaissances doit comporter, chaque année, au moins deux épreuves écrites d'une durée minimum de trois heures subies individuellement et sous contrôle.

Quatre au moins des matières énumérées à l'annexe I, dont trois au minimum figurant au paragraphe 1^{er} de ladite annexe, doivent, pour l'ensemble des deux années, faire l'objet de vérifications de cette nature.

L'une au moins des deux épreuves écrites de chaque année doit avoir un caractère pratique.

Ces épreuves doivent entrer en compte au moins pour la moitié dans l'appréciation des résultats obtenus par l'étudiant dans la matière concernée.

Art. 7. — A titre transitoire et pour les années universitaires 1973-1974 et 1974-1975, il pourra être dérogé aux dispositions de l'alinéa 3 de l'article 3 du présent arrêté.

Art. 8. — Le directeur chargé des universités et des établissements d'enseignement supérieur et de recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} mars 1973.

JOSEPH FONTANET.

ANNEXE I

Paragraphe 1^{er}.

Matières fondamentales.

1. Introduction générale à l'étude du droit.
2. Droit constitutionnel et institutions politiques.
3. Droit civil, biens et obligations.
4. Droit administratif et institutions administratives.
5. Finances publiques.
6. Sciences économiques.
7. Droit des affaires.
8. Histoire du droit et des institutions.

Paragraphe 2.

Matières à options.

1. Sociologie et philosophie du droit.
2. Sociologie et psychologie sociale.
3. Science politique.
4. Droit pénal et sociologie criminelle.
5. Histoire contemporaine, politique et sociale.
6. Histoire des idées politiques, économiques et sociales.
7. Relations internationales.
8. Démographie et géographie économique.
9. Problèmes économiques contemporains.
10. Comptabilité privée.
11. Statistiques et méthodes des sciences sociales.
12. Informatique appliquée.
13. Initiation à la gestion.

ANNEXE II

Initiation aux pratiques professionnelles.

A. — Professions judiciaires. — Initiation à la procédure civile, pénale et administrative; notions complémentaires pratiques de droit civil, pénal et des affaires.

B. — Entreprises. — Initiation à la vie des entreprises, pratique du droit social, de la fiscalité, de la comptabilité; notions de gestion.

C. — Administration publique. — Initiation à la pratique administrative (dossiers, procédures), à la comptabilité publique et aux problèmes de personnel, à la réglementation de la sécurité sociale.

D. — Organisations et relations. — Initiation à la structure et au fonctionnement des organisations (syndicats, associations, institutions, etc.), aux problèmes de l'information (presse, publicité, radio-télévision) et des relations publiques.